

# Les sources lippmanniennes du problème néolibéral de la démocratie: la démocratie “reconstruite” de 34

Arnaud Milanese

**Abstract:** In the abundant literature on Lippmann’s neoliberalism in 1937, several studies have already examined the democratic model of *The Good Society*. The literature is even more abundant on the conception of democracy that arises from the Dewey-Lippmann Debate. But surprisingly, few studies look at the relation between both, and at the importance of *The Method of Freedom* (1934) to understand it. Written in the early years of the New Deal, this text nevertheless offers an accurate view of the long-term Lippmannian thoughts on democracy (since the 10s) and the way Lippmann adjusted it to the new political and economic context of the 1930s. This study would like to help fill this gap. In fact, we discover, in 1934, the bases of a discourse on democracy which quickly permeated several neoliberal corpuses.

**Keywords:** Government; Laissez-faire; Economic Policy; Market; Crisis.

Abstraction faite de la question de savoir si Lippmann relève du *néolibéralisme*<sup>1</sup>, et si oui en quel sens, nombre de points concernant la démocratie, dans *The Good Society*, en 1937, anticipent les diverses critiques de la démocratie qui vont s’y développer, visant d’abord l’idée d’un gouvernement *par* le peuple à travers ses représentants: un tel pouvoir flirte avec une domination de la majorité sur les individus, des opinions des masses sur la connaissance de ce qu’il faut faire<sup>2</sup>, ou encore, plus spécifiquement, avec

---

\* ENS de Lyon, TRIANGLE UMR 5206 (arnaud.milanese@ens-lyon.fr)

<sup>1</sup> La littérature sur les rapports entre Lippmann et le néolibéralisme est abondante. Entre autres références, voir Riccio (1994); Clavé (2005); Dardot et Laval (2009); Audier (2009, 2012); Patrick Higgins (2013); Beddeleem (2017); Stiegler (2019); Tourneux (2019).

<sup>2</sup> Cette critique des opinions, particulièrement développée dans *Public Opinion* (1922), vaut à Lippmann d’être associé à la thèse selon laquelle, par définition, l’opinion publique reste toujours volatile, incohérente et sans pertinence pour les affaires publiques. C’est ce qu’on appelle souvent, en sciences politiques, le consensus Almond-Lippmann, en référence aussi au politiste Gabriel Almond (1950). Sur la question de l’opinion publique chez Lippmann, réinscrite dans les débats politiques autour de la démocratie, dans l’Amérique des années 20, voir Steel (1998); Latour (2008); Arnold-Forster (2019).

un contrôle abusif de l'économie, le tout expliquant les continuités entre démocratie et totalitarisme. Mais une autre convergence est frappante: non pas cibler la démocratie comme telle, mais les démocraties telles qu'elles existent, ou telle conception – illusoire ou périmée –, de sorte que la critique de la démocratie se traduit par une refonte de la notion, un refus de certaines de ses légitimations et manifestations (les démocraties nationales, une démocratie trop directe, l'exercice d'un pouvoir démocratique sur la vie économique, au nom de la sagesse du peuple)<sup>3</sup>.

Les incertitudes quant aux rapports entre Lippmann et le néolibéralisme deviennent dès lors intéressantes. Par exemple, ses analyses naissent dans un contexte différent de celui des Ordolibéraux – non pas les années 30 et le double effondrement de la Grande Guerre et du nazisme, mais l'enthousiasme du progressisme américain du début du siècle –, contexte qui le rattache aussi à une autre période de l'histoire du libéralisme, celle du libéralisme social. Le prisme lippmannien permet ainsi de mettre en perspective le rapport entre néolibéralisme et démocratie: car il est frappant de voir que les arguments de Lippmann se sont certes corrigés à la marge, pour s'ajuster aux contextes, mais n'ont pas changé, entre 1913 et 1937. Donc, Lippmann permet de mesurer la constance, d'un renouveau à l'autre, d'une certaine critique libérale de la démocratie au 20<sup>e</sup> siècle<sup>4</sup>.

Outre ce rôle de trait d'union, l'intérêt de Lippmann tient aussi à la façon dont il ancre sa réflexion sur les nouvelles manières de gouverner – cette “révolution politique” comme il l'appelle dans *A Preface to Politics* (1913) ou *The Method of Freedom* (1934) – dans l'histoire des Etats-Unis et de son gouvernement fédéral. C'est une constante, bien avant l'ouvrage de 1937. S'y imputent 1) la manière dont ressort toujours, chez lui, le besoin d'une distance plus grande entre le gouvernement et le peuple pour mieux faire exister une volonté commune, dissoute dans les opinions publiques locales, et mieux assurée à l'échelle fédérale, et 2) la manière dont l'évolution de la présidence fédérale, à partir de Théodore Roosevelt et de Wilson, accorde ou retrouve une initiative législative du côté de l'exécutif fédéral – à l'encontre de la soumission de l'Union aux intérêts économiques et sociaux particuliers<sup>5</sup>. Cet ancrage américain fait écho à l'importance du

---

<sup>3</sup> Voir par exemple Thomas Biebricher (2018) pour ces caractéristiques récurrentes de la critique néolibérale de la démocratie.

<sup>4</sup> Sur les analyses lippmanniennes de la démocratie, voir Williams (2007), Schudson (2008), Arnold-Forster (2019), Stiegler (2019).

<sup>5</sup> Alors même que les critiques schmittiennes de l'Etat totalitaire extensif ne semblent pas connues ou discutées aux Etats-Unis dans la première moitié des années 30.

rapport critique qu'il développe en réalité dès 1933 à l'égard du New Deal, dans la reformulation de sa critique de la démocratie.

Enfin, troisième intérêt, même si je n'en parlerai pas: Lippmann représente, depuis les années 90, l'un des pôles de la question de la démocratie, dont John Dewey serait l'autre pôle. Dans le fameux 'Dewey-Lippmann Debate'<sup>6</sup>, reconstruit à partir de la fin des années 80, et qui aurait eu lieu au cours des années 20, se seraient confrontées et actualisées les deux grandes options démocratiques qui s'offrent aux sociétés contemporaines: une conception représentative, chez Lippmann, nourrie d'un primat du droit et des nouvelles expertises sociales appuyant les tâches des gouvernants; une conception participative, chez Dewey, arguant notamment de la partialité des expertises produites sans le concours du savoir pratique et situé des individus eux-mêmes, et des initiatives collectives des citoyens. En-deçà de la question de savoir si Dewey peut contribuer à construire une critique de la conception néolibérale de la démocratie<sup>7</sup>, l'idée même que la critique lippmannienne est centrée sur le sens de la représentation politique, pourrait accréditer l'idée d'un lien entre critique néolibérale de la démocratie et histoire de la démocratie représentative.

En somme, au moment de *The Good Society*, Lippmann dispose déjà depuis longtemps d'une critique schématique de la démocratie, critique qui articule l'idée d'une mauvaise légitimation du caractère démocratique d'un régime *et* le maintien d'un certain idéal démocratique dont on va voir ce qu'il recouvre. Et dans les années 30, Lippmann adapte cette critique à trois nouvelles circonstances: l'émergence des totalitarismes, la crise économique et sociale, ce qu'est devenu la démocratie américaine. Or, l'essentiel de ce travail est préparé dans un texte peu lu<sup>8</sup>, trop souvent considéré, de loin, comme le bréviaire keynésien et pro-Roosevelt de Lippmann<sup>9</sup>, *The Method of Freedom* de 1934. En réalité, ce texte présente l'essentiel du diagnostic socio-économique qui fait l'arrière-plan de *The Good Society* et roule autour d'un problème qu'on peut retrouver sous des formes diverses, chez nombre de néolibéraux: celui de la rencontre problématique entre 1) des pratiques démocratiques prêtant trop aux opinions publiques, et centrées sur un contrôle politique interne aux

---

<sup>6</sup> La littérature est pléthorique. Pour ce qui nous intéresse ici, voir notamment Marres (2005), Schudson (2008). Pour des relectures récentes, voir De Cesare (2012); Stiegler (2016, 2019).

<sup>7</sup> Voir par exemple Stiegler (2019).

<sup>8</sup> A l'exception de Goodwin (2014). Même si nous ne suivons pas sa lecture, qui fait de Lippmann un 'keynésien'.

<sup>9</sup> Voir par exemple Steel (1998), Audier (2012).

frontières d'une nation, et 2) un contexte socio-économique, celui du capitalisme, qui atteint sa maturité en prenant conscience de sa vocation mondiale et de sa dépendance à l'égard d'un marché libre concurrentiel. Or, en 1934, ce qui a précipité cette prise de conscience, pour Lippmann, ce sont justement les conséquences de ceci que la Première Guerre Mondiale a mis en pièce cette "grande société" mondiale, et que les institutions politiques démocratiques ne sont pas aptes à la reconstruire. L'enjeu du texte de 1934 est de comprendre comment et pourquoi les institutions et pratiques démocratiques doivent être repensées pour rétablir cette "grande société", et comment, de ce point de vue, un certain projet de gouvernance de la société capitaliste, qu'on va bientôt nommer néolibéralisme, et que Lippmann, en 1937, appellera "reconstruction" ou "renaissance du libéralisme", doit aussi se penser, en 1934, comme démocratie "reconstruite". On va le voir, cette reconstruction implique, pour Lippmann, un retour au constitutionnalisme des Pères Fondateurs, mais adapté au besoin d'institutionnaliser la politique économique.

On suivra les trois parties de l'ouvrage, qui permettent de développer ce diagnostic et cette analyse: "Revolution in the Great Society" qui identifie, au cœur de la crise socio-économique des années 30, la part dévolue à un modèle démocratique supposé dépassé; "The Chief Alternatives in the Economic Order" ressaisit le "méthode de la liberté" qui doit caractériser un régime démocratique, pour mieux situer les adaptations dont il doit faire l'objet; "Government in a Regime of Liberty" en tire quelques propositions.

## 1. La crise socio-économique des années 30 ("Revolution in the Great Society")

Lippmann donne à son livre de 1934, qui ressaisit les cours donnés à Harvard en mai 34 (dans le cadre des *Godkin Lectures*), deux contextes: 1) d'abord ces cours visent à repenser les "principes du gouvernement libre et les devoirs du citoyens" (1934: vii), dans le cadre d'une démocratie américaine qui n'a plus les idées claires sur ces questions; 2) ensuite, il commence à y travailler durant l'été 1933, juste après l'échec de la *London Economic Conference*, le 27 juillet. Pour Lippmann, ces éléments renvoient au caractère biface des individus dans une société démocratique:

The post-war decade brought into high relief the contradiction arising from the fact that as citizens men were organized under political governments in national states while as producers, consumers, debtors and creditors they belonged to a cosmopolitan economy<sup>10</sup>.

Donc, au-delà du caractère explosif de la situation mise en place par le Traité de Versailles et le mécanisme des réparations<sup>11</sup>, Lippmann estime, dès le début, que la crise tire ses racines des effets mondiaux de la Grande Guerre, qui a provoqué une “revolution in the great society”<sup>12</sup>. La Grande Guerre, en effet, a conduit la plupart des pays 1) à rechercher l’autosuffisance agricole et industrielle, et 2) à développer des pratiques planificatrices. En Russie, pour Lippmann, le plan quinquennal, par exemple, tire davantage ses sources de l’expérience de la Grande Guerre que du marxisme. Or, les pays qui ont voulu cesser ces pratiques n’ont pas pour autant retrouvé l’ampleur du libre-échange d’avant-guerre. 1) L’autosuffisance et même, pour nombre de politiques et d’intellectuels, l’idée que la guerre a montré l’efficacité de la planification, y ont fait obstacle. 2) Dans le même temps, cette volonté de restauration, aux Etats-Unis, a puisé ses références, au cours de la prospérité en trompe l’œil des années 20, dans le 19<sup>e</sup> siècle, en deçà de la période progressiste américaine, dans un temps où le gouvernement fédéral intervenait peu et où, pensait-on, régnait le *laissez-faire*. Cette nostalgie du *golden age* du laissez-faire explique, pour Lippmann, la popularité des Républicains les plus médiocres, comme le président Coolidge – ces présidents qui se glorifient de ne rien présider et d’être simplement des honnêtes hommes.

1) La crise de 29 met ainsi en lumière l’incapacité à restaurer ce qui faisait la prospérité américaine d’avant-guerre, à savoir l’ampleur du commerce international, ce qu’on appelle parfois la “première mondialisation”<sup>13</sup>: “the fabric of the world’s markets was torn in pieces”<sup>14</sup> donc “the Great Society has been cut into parts”<sup>15</sup>. Et si les Etats ne sont pas parvenus à la restaurer c’est que ce n’est pas eux qui l’ont faite. Elle s’est constituée tant bien que mal, sous l’impulsion des grandes corporations économiques

---

<sup>10</sup> Lippmann (1934, 11-12). Lippmann parle aussi de “contrast between the political independence of the western peoples and their economic dependence” (Lippmann 1934, 13).

<sup>11</sup> Que, comme bien d’autres, Lippmann (qui pourtant y avait participé) a d’emblée désapprouvé.

<sup>12</sup> 1<sup>e</sup> partie de l’ouvrage de 1934.

<sup>13</sup> Sur cette idée de première mondialisation, voir Berger (2003).

<sup>14</sup> Lippmann (1934, 16).

<sup>15</sup> Lippmann (1934, 17).

– ce dont Lippmann analysait déjà en 1914 les ressorts et les conséquences sociales<sup>16</sup>: le progrès social américain avait pour moteur le développement des grandes entreprises, qui assuraient l’inscription de l’économie américaine dans le marché mondial (c’est l’une des raisons pour lesquelles il s’opposait alors aux lois anti-Trusts que Wilson allait renforcer). Lui seul donnait les ressources d’une croissance assurant, par la concurrence des intérêts sociaux à l’intérieur de la société américaine, le progrès et la croissance des libertés individuelles et du niveau de vie.

2) Corrélativement, vouloir restaurer le régime d’avant-guerre – ce qui ne s’est réalisée que pour les marchés financiers<sup>17</sup> – allait donc de pair avec la mystification du laissez-faire, poursuit Lippmann. Il reprend alors le slogan keynésien de 1926, “the end of laissez-faire”, mais pour avancer une idée différente. En réalité, il n’y a jamais eu de laissez-faire – personne ne l’a jamais voulu, sinon comme un instrument idéologique pour désarmer l’adversaire (l’Etat, lorsqu’il veut réglementer le marché du travail, ou telle ou telle entreprise accusée de truster le marché). C’est exemplairement ce que Lippmann reproche au laissez-fairisme de la Cour Suprême depuis 1913, et qu’on retrouve encore en 1937: c’est plus généralement l’analyse que Lippmann développe, particulièrement depuis 1922, et qu’on retrouve en 1937, notamment dans la critique du New Deal, à savoir le rôle des “groupes de pression” dans la vie politique, c’est-à-dire les groupes d’intérêts particuliers – qu’il s’agisse de corporations ou de syndicats – qui parviennent à incliner à leur cause tels ou tels représentants politiques (on y revient plus loin). Si l’Etat n’a jamais su contribuer à structurer l’économie comme un tout, c’est que les hommes politiques ont toujours effectivement agi comme porte-parole de groupes d’intérêt – ce que d’autres visent comme critique du caractère pluraliste des démocraties contemporaines. L’intérêt de la majorité qui se forme sur une question en un temps n’est qu’un exemple de ces intérêts qui, *au lieu de se concurrencer dans un espace social régulé par la puissance publique, luttent pour s’arroger l’exercice indirect de la puissance publique à leur propre fin*. La critique du laissez-faire, présente dès 1913, se traduit donc, en 1934, par l’idée que personne n’a jamais voulu instaurer un marché concurrentiel libre. Le marché libre n’a existé jusqu’ici que là où personne ne parvenait à l’empêcher. Le capitalisme, et la mondialisation dont il a besoin, n’ont été qu’un heureux hasard mis par terre par la Grande Guerre. Les Etats démocratiques ne sont ainsi

---

<sup>16</sup> Même s’il ne parlait pas encore de grande société, et s’il reprochera, dans l’introduction de 1937, à *Drift and Mastery* (1914), d’avoir trop centré son analyse sur le contrôle politique interne à une nation.

<sup>17</sup> Lippmann (1934, 19).

pas taillés pour restaurer la mondialisation: ils ne sont qu'à la mesure d'intérêts particuliers et intra-nationaux, pensés, non en interaction, mais par opposition aux autres intérêts. C'est pourquoi, par exemple, l'idée même d'éponger la dette allemande n'est pas parvenue à s'imposer, alors qu'une part des dommages immédiats de la crise aurait été épargnée, pour Lippmann.

Or, à présent, poursuit-il, c'est bien des Etats qu'on attend cette restauration. L'expérience planificatrice a achevé de donner aux gens le sentiment que le gouvernement démocratique est tout puissant<sup>18</sup>. Les gens attendent désormais, dans les pays les plus développés, la "sécurité", et cette sécurité se trouve maintenant massivement définie de manière économique. C'est, écrit Lippmann, "la pulsion"<sup>19</sup> ou "l'instinct auquel tous les leaders font appel"<sup>20</sup>. Ils attendent ainsi de l'Etat qu'il assure un "standard of life", qui s'accroît à mesure que se développe l'industrialisation (maintenant c'est le garage à deux voitures, soutient-ill!). Or, cette exigence, issue, aux Etats-Unis, de l'expérience de la société de consommation des années 10 et 20, et de ceci que l'économie est désormais centrale dans la vie sociale et les attentes qu'on y nourrit, est le fruit de la croissance capitaliste sur le plan mondial. Si les gouvernements démocratiques sont taillés pour des politiques nationalement centrées et des intérêts locaux (c'est la critique du Congrès que Lippmann développe depuis 1913), leur politique économique va ainsi à l'encontre des mécanismes qui pourraient produire ce que les individus attendent de l'Etat. Autrement dit, la nature de l'attente démocratique – assurer un certain standard de vie – a été forgée par la croissance du capitalisme, mais la configuration de la démocratie américaine – primat des objectifs locaux à court terme – la rend incapable de lui redonner force. C'est là, écrit Lippmann, le "conflict in public mind" qui crée, aux Etats-Unis, les conditions d'une véritable "revolution" comme, écrivait-il dès les premières pages de l'ouvrage, Burke avait bien compris que les dysfonctionnements des velléités et habitudes ordinaires ont été la condition sociale rendant possible la révolution française.

C'est tout un dysfonctionnement démocratique que Lippmann entend décrire, celui du mythe d'un peuple gouvernant à travers des représentants qui ne sont que les porte-paroles d'opinions publiques capables de

---

<sup>18</sup> Ce qui conduit à un mécanisme qui, pour Lippmann, relève de la "Madness" (Lippmann 1934, 23) ou d'une "economy of Bedlam" (Chronique du *New York Herald Tribune*, 28 mars 1934).

<sup>19</sup> Lippmann (1934, 24).

<sup>20</sup> Lippmann (1934, 23)

représenter l'intérêt général, prenant cette forme aiguë dans un moment historique particulier – celui où le capitalisme a configuré les aspirations démocratiques de chacun, mais a perdu ses mécanismes de fonctionnement. Un tel dysfonctionnement explique à la fois l'intensité de la crise socio-économique et la fragilisation des démocraties libérales: car, en un sens, pour Lippmann, les totalitarismes ne sont que la poursuite de ce modèle démocratique par d'autres moyens; ils se nourrissent de l'identification gouvernants/gouvernés, de la toute-puissance du 'peuple gouvernant', de la centralité nationale du développement économique, le tout, désormais, au nom de l'exigence de sécurité matérielle complète qui est, qu'on le veuille ou non, le nouvel "impératif politique", face à la complexité du capitalisme<sup>21</sup>. Autrefois – c'est la théorie des cycles économiques –, des phases de crises alternaient avec des phases de prospérité et venaient liquider les difficultés accumulées en sous-main durant les phases prospères, notamment en matière de surcapitalisation – comme une purge préparant une nouvelle santé. Aujourd'hui, écrit Lippmann, la tolérance à la crise économique a disparu. Et c'est pourquoi désormais, à la centralité sociale de l'économie répond une centralité économique de l'Etat. C'est véritablement, pour Lippmann, "a new view of the State and of the economic order" appelant "a new species of government" (Lippmann cite Burke), qui implique de "to look upon the economy as a natural establishment for which it (the state) is responsible"<sup>22</sup>, ou encore:

The task of insuring continuity of the standard of life for its people is now as much the fundamental duty of the state as the preservation of national independence. All the other duties of the state, the preservation of national unity, the maintenance of law and order, the protection of liberty, and the administration of justice, have now become entangled with and contingent upon this new obligation. [...] The modern state cannot endure unless it ensures to its people their standard of life<sup>23</sup>.

Ce n'est pas une option politique, mais une nouvelle source de légitimation pour les gouvernements<sup>24</sup>. De même que *tous* les leaders en ap-

---

<sup>21</sup> Lippmann (1934, 28).

<sup>22</sup> Lippmann (1934, 28).

<sup>23</sup> Lippmann (1934, 35-36).

<sup>24</sup> L'idée n'est pas complètement nouvelle, dans son œuvre, même si, jusqu'ici, elle était davantage présentée comme une inflexion de l'exigence démocratique à cultiver, contre des versions dévoyées de celle-ci. Jusqu'ici, écrit-il en 22, la question de la démocratie a été mal posée puisqu'on s'est demandé uniquement comment le pouvoir politique pouvait avoir une *origine* démocratique, tandis qu'il faut plutôt se demander comment le pouvoir politique peut avoir une *fin* démocratique: "The democratic fal-

pellent, d'une façon ou d'une autre, à la sécurité, tous les régimes et tous les hommes d'Etat se distinguent par la manière dont ils traitent ce nouvel impératif<sup>25</sup>. Les présidentielles de 1932 sont de ce point de vue exemplaires; Roosevelt et Hoover ne se sont distingués que par degré dans une compréhension semblable des tâches de l'Etat<sup>26</sup>. De même, pour la différenciation entre démocratie libérale et régimes totalitaires: les différentes politiques économiques, planificatrices ou non, ne se distinguent que comme différentes manières de tenter d'assumer cette condition politico-économique. Encore, se distinguent-elles par degré: si, conceptuellement, on peut distinguer des politiques planificatrices – que Lippmann refuse – et des politiques non-planificatrices, dans les faits, tous les régimes actuels sont hybrides, et se distinguent par degré.

Cette trame permet à Lippmann de dégager un double enjeu. Si la crise tient à une tension entre une démocratie centrée sur la localité et les intérêts partiels à court terme, et un capitalisme par essence mondial, visant la croissance à long terme, dépasser cette tension doit sauver 1) la démocratie de sa propre dénaturation – si elle est faite dans l'intérêt des peuples et se retournent contre eux – et finalement de sa suppression – lorsque son dysfonctionnement fait le lit d'un totalitarisme. Mais ce dépassement doit sauver aussi 2) le capitalisme, si seul un contrôle collectif idoine peut désormais restaurer les conditions mondiales de sa croissance indéfinie.

## **2. La “méthode de la liberté” (“The Chief Alternatives in the Economic Order”)**

C'est donc sur ce double front que Lippmann va pouvoir, dans un deuxième temps, formuler dans ses grandes lignes la “méthode de la liberté” (expression que l'on retrouve en 1937), c'est-à-dire une certaine configuration du *gouvernement*, comme gouvernement par la liberté des individus. Si je reprends cette formule foucauldienne, c'est que, lorsque Lippmann parle

---

lacy has been its preoccupation with the origin of government rather than with the processes and results. [...] No matter how power originates, the crucial interests is in how power is exercised. [...] A standard of living, in which his capacities are properly exercised” (Lippmann 1922, 310-313). Ce lien entre une politique assurant un “standard of living” et le caractère démocratique d'un régime était déjà formulé avant-guerre: “to create a minimum standard of life below which no human being can fall is the most elementary duty of the democratic state” (Lippmann 1914, 254).

<sup>25</sup> “The great issues of modern statecraft turn upon the manner in which the state discharges its obligation to the people for their standard of life” (Lippmann 1934, 37). “New Imperative” donne aussi son titre à un texte de 1935.

<sup>26</sup> Lippmann (1934, 29-33; 38).

de “regime of liberty” et de “method of freedom”, il vise certes un régime assurant les libertés individuelles, mais aussi un régime qui se maintient et se renforce précisément parce qu’il assure durablement les conditions d’exercice et de développement de ces libertés, à savoir l’économie capitaliste. C’est dans une certaine manière de cultiver le désir de sécurité des individus que doit se jouer la bonne manière de gouverner, et, comme en 1922, le caractère démocratique d’une vie politique – par les *fins* qu’elle se donne (non par l’origine du pouvoir), par la capacité d’un gouvernement à cristalliser, dans certaines fins produites, la pulsion de sécurité, donc d’assurer un environnement dans lequel les agents sociaux vont se donner des fins. Une telle pulsion est vraie et bonne comme telle, simplement parce qu’elle est une condition, pour le moment, indépassable, mais qui n’est qu’un symptôme aveugle à ce qu’elle veut précisément. Cette notion de fin produite implique que, pour Lippmann, il n’y a pas de *telos* ultime, dans une société moderne.

Lippmann reprend ici la représentation sociale de sa période progressiste, et il faut en dire quelques mots: la société est animée d’intérêts divers qui se manifestent par des changements sociaux inchoatifs et conflictuels, des “mouvements” qui rendent possibles des inventions d’individualité. Comme dans ses premières analyses des années 10, gouverner, c’est “sublimier” les pulsions (1913), cultiver les mouvements sociaux (1914), et ainsi gouverner par la régulation de l’environnement. C’est tout l’enjeu aussi du syndicalisme, des trustees ou plus encore du féminisme, pour le Lippmann de 1914. Un tel processus s’opère à travers le rôle structurant qu’y prennent certaines figures individuelles, à la fois modèles et organisatrices, les *leaders* qui opèrent, selon les termes de 1914, la “culture” des mouvements sociaux – leaders pour qui les mouvements sont à la fois des “symptômes” et des “instruments”<sup>27</sup>. La société est un espace de concurrence et d’invention, où se dégagent des leaderships, qui ne se réduisent nullement aux gouvernants, mais fonctionnent comme des gouvernants, précisément parce que, réciproquement, les gouvernants ne sont que des leaders parmi d’autres, spécifiques en ceci qu’ils arbitrent et régulent la concurrence sociale. C’est sous cet angle que, depuis le début, Lippmann a pu soutenir que le management des corporations et le gouvernement des États sont tout à fait similaires. Et dès les années 10, une telle configuration de la société, qui relevait explicitement de la société libérale (ou du “peuple libéral”, écrivait-il en 1913), conduisait Lippmann à redéfinir la démocratie

---

<sup>27</sup> Lippmann (1913, 280). Voir aussi “Statesmanship cannot rest upon the good sense of its program. It must find popular feeling, organize it, and make that the motive power of government” (1913, 220).

et son projet central, le *selfgovernment*: une telle idée ne se réduit ni à celle d'une société indépendante, ni à celle d'un gouvernement par les opinions. Si le peuple est "suprême", dans une démocratie, c'est une "caricature de la démocratie" que de faire peser le poids de la majorité sur l'"initiative individuelle"<sup>28</sup>. Corrélativement, le lien en démocratie et médiocratie ne doit pas rester l'apanage des critiques hostiles à la démocratie: il faut bien plutôt en identifier le "danger", et pister sa "source", la confusion entre *selfgovernment* et gouvernement par l'opinion majoritaire<sup>29</sup>. Si la "culture démocratique" réalise la formule de Protagoras<sup>30</sup> – faire de l'homme la mesure de toute chose – cela impliquait, pour Lippmann, non le pouvoir de l'opinion majoritaire, mais, à la fois, l'idée que le gouvernement social déborde le gouvernement politique et que tout gouvernement trouve son modèle dans la science et sa production indéfinie d'instruments de contrôle expérimentaux<sup>31</sup>. Le *selfgovernment* est d'abord gouvernement et doit, pour cela, suivre ce modèle: jouer sur les interactions sociales en produisant expérimentalement des instruments de contrôle, qui conduisent la société à des résultats provisoirement satisfaisants, à développer une 'culture du résultat'<sup>32</sup>. On va voir l'enjeu de ce pragmatisme politique, pour Lippmann, concernant la raison d'être d'un certain modèle démocratique.

Car c'est bien cette analyse que Lippmann adapte au contexte des années 30, en insistant maintenant davantage encore sur le rôle crucial de l'économie, parce que, avec la crise, il apparaît enfin à tous que la croissance industrielle est condition de possibilité des progrès sociaux. Il faut donc d'abord assurer les conditions de poursuite du capitalisme. Ce n'est pas un hasard, soutient-il en 1934, si, pour l'essentiel, les rudiments du nouveau gouvernement ont été inventés par les nations les plus avancées dans l'histoire du capitalisme<sup>33</sup>. D'abord le capitalisme, et la liberté suivra, si, comme il l'écrivait déjà en 1914, le cœur d'un "Etat démocratique", aujourd'hui, c'est d'assurer, et non de définir, un "standard de vie". Que

<sup>28</sup> Lippmann (1913, 197).

<sup>29</sup> Lippmann (1913, 196).

<sup>30</sup> Lippmann (1913, 307).

<sup>31</sup> "Rightly understood science is the culture under which people can live forward in the midst of complexity, and *treat life not as something given but as something to be shaped*. [...] There is nothing accidental then in the fact that democracy in politics is the twin-brother of scientific thinking. They had to come together. As absolutism falls, science arises. *It is self-government*. For when the impulse which overthrows kings and priests and unquestioned creeds becomes self-conscious we call it science" (Lippmann 1914, 275-6).

<sup>32</sup> "When we speak of the modern intellect, we mean this habit of judging by their results instead of by their sources" (Lippmann 1914, 259-260).

<sup>33</sup> Lippmann (1934, 45-6).

libertés économiques et politiques aillent toujours de pair n'empêche pas que les libertés économiques aient, dans les années 30, le statut de conditions historiques. D'abord le capitalisme, cela veut dire d'abord les libertés économiques, donc le marché concurrentiel. De ce point de vue, *le nouveau gouvernement qu'il vise est bien le premier, selon lui, à revendiquer positivement de gouverner par les marchés concurrentiels* ("play of prices", "plebiscit of markets"<sup>34</sup>). Comme il le détaillera en 1937, le marché est essentiellement lié à la division du travail au cœur de l'industrialisation. Si les conditions communes de la crise<sup>35</sup> décrivent les données du problème auxquelles répondent toutes les options politiques, chacune à sa manière, la *connaissance* du lien entre progrès social, libertés individuelles et industrie d'une part, et industrie et économie de marché concurrentiel d'autre part spécifique, parmi les options qui s'offrent aujourd'hui, le bon gouvernement, qu'il appelle indifféremment "method of freedom" ou, sur le plan proprement économique, "compensated economy", en 1934, voire "free collectivism", en faisant un usage exceptionnellement large (toute forme d'action collective) et positif, sous sa plume, de "collectivism". La planification, au contraire, est incompatible avec la liberté et avec l'industrie, car la planification, qu'elle soit violente ou progressive, ne comprend ni le lien entre exercice des préférences et liberté, et du coup entre mécanisme des prix et production d'informations par une interaction des libertés dont l'issue est toujours partiellement au moins imprévisible, ni la différence entre une "économie de rareté" (économie pré-industrielle ou conditions de guerre), où les standards de vie peuvent être définis *a priori*, et une "économie d'abondance" où ils ne peuvent et ne doivent être qu'assurés. Comme il le précisera en 1937, dans le contexte du New Deal, nombreux sont ceux qui, aux Etats-Unis, prétendent développer une politique mixte<sup>36</sup>: une politique économique dirigiste au service d'une politique sociale libérale. Aucun sens pour Lippmann: l'exigence de sécurité économique et l'exercice des libertés économiques sont l'envers et l'endroit d'une même politique. C'est le versant négatif de la promotion d'une certaine forme

---

<sup>34</sup> "This initiative is subjected no to an official plan and to administrative orders, but to the play of prices representing the judgments and preferences of producers, consumers, and investors. [...] Thus economic progress is determined by technological advance, by private enterprise, and by what might be described as the perpetual plebiscite of the markets. The objet of the state's intervention is not to supplant this system but to preserve it by remedying its abuses and correcting its errors" (Lippmann 1934, 58). Et en 1937 il n'hésitera pas à qualifier les marchés de "souverains" (Lippmann 1937, 171-2).

<sup>35</sup> Rappel: tension entre condition du capitalisme et condition actuelle de la démocratie.

<sup>36</sup> Lewis Mumford, Stuart Chase, ou la société 'Technocracy'.

de démocratie en 1934. La difficulté de la “méthode de la liberté” est là: “to maintain a changing order, worked out by the initiative and energy of individuals”<sup>37</sup>. Car l’industrie se développe par l’inventivité des individus; donc “no bureau, no commission, no leader and no despot can comprehend the future, much less mould and select it out of the infinite profusion of the human spirit”<sup>38</sup>. La suite est également intéressante: “It is a spirit which like all of nature is much too mysterious and much too complex to be brought within the compass of any system of ideas and any set of rules. / That is why liberty is one of the conditions of human progress”. Comme dans les années 10, Lippmann met en parallèle les *limites de la connaissance expérimentale* – croissance indéfinie du contrôle, sans réduire la complexité du réel – et les *limites du gouvernement politique*. C’est ce qu’on retrouve en 1922 ou en 1937: à travers une même critique du gouvernement platonicien des philosophes – en 1937, le “Providential State” est d’abord le fruit d’une tentation technocratique – ce que Lippmann rappelle également en 1934: il ne faut pas négliger la violence à laquelle peuvent être conduits les “technicians” lorsqu’ils négligent le “matériau humain”<sup>39</sup>. En somme, bien comprise, la liberté des individus devient l’enjeu conjoint de la vie politique et du capitalisme, et la crise que constituent la tension et la discordance ‘actuelles’ entre démocratie et capitalisme n’est nullement indépassable.

### **3. La démocratie reconstruite (“Government in a Regime of Liberty”)**

Qu’engage dès lors la reconstruction de la démocratie? Comme à propos du libéralisme en 1937, l’idée de “reconstruire” la démocratie aux Etats-Unis signifie, pour Lippmann, retrouver l’esprit originnaire de la démocratie américaine, mais dans les conditions socio-économiques nouvelles d’un capitalisme avancé, dont la dimension internationale doit être rétablie et entretenue:

We must be prepared, I believe, to face the conclusion that it is not only capitalism but democracy that has to be reconstructed<sup>40</sup>.

---

<sup>37</sup> Lippmann (1934, 59).

<sup>38</sup> Lippmann (1934, 113).

<sup>39</sup> Lippmann (1934, 44).

<sup>40</sup> Lippmann (1934, 77-78).

Le problème tient précisément à ce que dépasser la tension entre la vocation internationale du capitalisme et la centralité nationale d'une démocratie comme la démocratie américaine – donc en même temps dépasser la dichotomie des individus, centrés sur leur communauté en tant que citoyen, mais voués à une économie mondiale en tant que producteur et consommateur – suppose de mener une certaine politique – assurer les règles de fonctionnement d'un marché libre concurrentiel et intervenir comme "gigantic public corporation"<sup>41</sup> sur les biens publics lorsqu'il est besoin de rééquilibrer l'économie. Et cette politique, le plus souvent, va à l'encontre des exigences de l'opinion. Le problème de la distance entre gouvernement et peuple est aujourd'hui là<sup>42</sup>, même si ce n'est qu'une version actualisée d'un problème ancien aux Etats-Unis:

The general problem is, of course, not a new one. The authors of the Constitution were acutely aware of it and in setting up the frame of government they provided checks and balances which would, as they put it, 'refine the will' of the people. They had no illusions as to how pure democracy, that is to say government which is immediately responsible to transient majorities, would work. They knew that it meant the sacrifice of the long view to the short view, of the general interest to particular interests, of liberty to mass opinion, and of order to the turbulence of crowds. They foresaw clearly all the real difficulties of political democracy, and the Constitution is undoubtedly the greatest attempt ever made consciously by men to render popular rule safe for the nation as a whole, the local community, and the individual<sup>43</sup>.

Lorsqu'il reprend la question en 1937, Lippmann réfère plus précisément l'idée d'un *raffinement* de l'opinion à Madison. On retrouve ses préoccupations antérieures: gouverner implique de conduire les dispositions à agir des individus à se transformer pour devenir plus satisfaisantes. Ce qu'il a souvent exprimé dans le langage de la psychologie (sublimation, symboles, pulsions, stéréotypes), il le dit aussi, dans les années 30, en se référant aux Pères Fondateurs et en insistant sur le versant institutionnel du problème. Cette reconstruction de la démocratie retrouve l'esprit d'origine autour du besoin de Constitution: cette façon dont, poursuivra le livre de 1937, on est parvenu, dans les premières années de la république américaine, à construire le gouvernement sur fond de masses livrées à elles-mêmes et, comme telles, incapables de se gouverner, donc constituer une "Common

---

<sup>41</sup> Lippmann (1934, 58).

<sup>42</sup> "Will a democracy authorize the government, which is its creature, to do the very opposite of what the majority at any time most wishes to do?" (Lippmann 1934, 74).

<sup>43</sup> Lippmann (1934, 74-75).

Law” et un mécanisme de représentation qui ne vise pas à représenter, refléter les opinions, mais à gouverner au nom du peuple. Dès l’origine, il s’agissait de sauver la démocratie d’elle-même, de son inclination à ne pas se laisser gouverner: n’être que l’expression d’intérêts particuliers à court terme, qui est tout ce qu’expriment les masses ou les foules, une “pure démocratie”, dépourvue en fait de gouvernement, qu’il renvoie aussi à “direct democracy” (lorsque les représentants sont trop directement responsables devant leurs électeurs), ou encore “absolute democracy” (lorsqu’elle refuse de n’être qu’un instrument au service des individus<sup>44</sup>). De ce point de vue, la Constitution établit la distance nécessaire entre gouvernants et gouvernés, pour qu’une démocratie, qui qualifie d’abord, non une forme de gouvernement, mais une société d’individus émancipés des autorités, rende possible tout de même une forme de gouvernement, et non, écrira-t-il en 1937 en citant Hobbes, une “vie solitaire, bestiale, besogneuse et brève”<sup>45</sup>. Telle est la manière dont une “representative democracy” évite que le chaos qu’elle suscite ne conduise à suivre un “dictateur qui offre de les sauver de leur propre ‘*misgovernment*’”<sup>46</sup>.

Le constitutionnalisme de Lippmann est cependant hétérodoxe. 1) Le premier effet d’une Constitution comme celle des Etats-Unis est de répartir le pouvoir fédéral entre quatre instances – Chambre des Représentants, Sénat, Présidence, Cour Suprême –, non pour limiter leur pouvoir, mais pour limiter le pouvoir politique de majorités instables, et aussi bien de n’importe quelle opinion qui parviendrait à confisquer une partie du pouvoir politique: outre la séparation des instances, c’est ici le décalage temporel et la différenciation des modes de désignation qui opèrent. 2) Par ailleurs, depuis 1913, Lippmann est dur envers toute velléité de défendre coûte que coûte la Constitution – aussi bien les relations entre les instances gouvernantes que les droits fondamentaux – et notamment envers la manière dont la Cour Suprême use de son rôle de gardienne de la Constitution pour favoriser des intérêts économiques particuliers.

La question est d’autant plus importante, pour Lippmann, qu’assumer son rôle au regard de l’économie de marché rend le gouvernement tout

---

<sup>44</sup> “Each man in his inward life is a last judgment on all his values. [...] Words like justice, harmony, power, democracy are simply empirical suggestions which may produce the good life. If the practice of them does not produce it then we are under no obligation to follow them, we should be idolatrous fools to do so. Every abstraction, every rule of conduct, every constitution, every law and social arrangement, is an instrument that has no value in itself” (Lippmann 1914, 200).

<sup>45</sup> Lippmann (1937, 251).

<sup>46</sup> Lippmann (1934, 77).

aussi sensible aux groupes de pression<sup>47</sup>, de sorte que la conduite d'une politique économique risque de verser dans la distribution incessante de "privilèges"<sup>48</sup>. C'est exactement la façon dont en 1937 il caractérise le "gradual collectivism" pour mieux attaquer l'administration Roosevelt. Il met en avant les politiques de fixation des prix et des quotas auxquelles se ramènent l'Agricultural Adjustment Act et le National Industrial Recovery Act que Lippmann critique dans sa chronique du *New York Herald Tribune* depuis 1933, qu'il met à nouveau en avant en 1934 pour illustrer les risques liés à une mauvaise manière de gouverner l'économie, et qu'il taille en pièces en 1937. En somme, dès 1933, le New Deal est bien, pour Lippmann, l'expérience qui démontre la pente sur laquelle glisse une démocratie comme celle des Etats-Unis lorsque son gouvernement s'attèle aux nouvelles tâches économiques d'un Etat: sous l'effet des groupes de pression, distribuer des privilèges qui constituent une planification et un protectionnisme, "pas à pas" :

During the hard times of the past five years we have seen the phenomenon in all countries and among all classes of the population. The whole vast structure of tariffs, quotas, exchange controls, moratoria, bounties, guaranties, doles, of price fixing, the restriction of output and the regimentation of enterprise, has been erected bit by bit through the pressure of separate groups frantically trying to stabilize their own position in a radically unbalanced economic order<sup>49</sup>.

Pour une grande part (mais il faudrait préciser les choses), le New Deal – d'abord indéterminé dans son contenu, notamment lorsqu'en 1932 Lippmann salue l'élection de Roosevelt et ses déclarations d'intention sur la réouverture du marché extérieur des Etats-Unis, sévèrement touché par les derniers mois de la politique de Hoover – est en train de fournir la preuve du besoin de reconstruction de la démocratie américaine. Cela illustre le fait qu'en assumant le gouvernement de l'économie, le principal risque démocratique n'est plus seulement du côté du poids des majorités instables, mais aussi du côté de groupes de pression bien organisés, qui inclinent le gouvernement à entraver le fonctionnement des marchés. Même si potentiellement le prolétariat reste un groupe particulièrement dangereux, alors qu'une économie capitaliste saine, pour Lippmann, peut aisément dépasser ce risque en élevant son niveau de vie pour qu'il accède à la société de consommation. La promotion de la classe moyenne, que Lippmann développe en fin d'ouvrage, ne vise pas autre chose: nulle égalisation des

---

<sup>47</sup> Lippmann (1934, 76).

<sup>48</sup> Lippmann (1934, 89).

<sup>49</sup> Lippmann (1934, 90-91).

conditions socio-économiques. Une économie de marché fonctionnelle assure “a rising standard of life for the mass and profitable careers for the more energetic and talented individuals”<sup>50</sup>. Cette condition moyenne revient simplement à une politique de déprolétarianisation – par l’accès à la propriété foncière et le dynamisme du marché du travail<sup>51</sup> – en contenant, dans la mesure du possible, les velléités “ploutocratiques”.

Dans quelle direction, outre la distance gouvernement/société démocratique, faut-il reconstruire la démocratie représentative? Précisément, dans celle que Lippmann ne cesse de pointer depuis 1913, qu’on retrouve en 1922 ou dans sa chronique, en 1932, au moment même où il salue l’élection de Roosevelt: adapter la Constitution, en restaurant le primat de la présidence sur les autres instances fédérales, et le besoin qu’elle s’entoure de commissions d’experts indépendants, en concurrence entre eux<sup>52</sup>, qui, de ce fait, ne gouvernent nullement, mais nourrissent les décisions de l’exécutif. Il faut déplacer le centre de gravité des institutions vers l’exécutif, comme ce fut le cas sous Théodore Roosevelt ou sous Wilson: qu’il conserve l’initiative de la loi, et l’initiative en matière fiscale. C’est lui le moins sensible, par son mode d’élection, à la pression des intérêts partiels, et lui seul exerce un leadership politique assez vaste pour rendre son action expérimentale. Parler d’experimentalisme ou de pragmatisme politique renvoie précisément à la question des limites conjointes de la connaissance et du gouvernement, une question qui le conduit, dès ses premiers travaux, à refuser l’idée d’une soumission du gouvernement à un savoir, fût-il lui-même expérimentalement produit<sup>53</sup>. Si Lippmann est ainsi hostile à la technocratie, il réaffirme dès 1922 le besoin d’une classe spécialisée de leaders<sup>54</sup>, ce qu’on retrouve dans les années 30, puisque la crise se traduit essentiellement, en 1937, par une faillite des leaderships, et dans le besoin d’une réforme de l’éducation, mais aussi dans le besoin d’institutions économiques indépendantes, affirmé dans le texte de 1934 – une banque centrale, et une relative indépendance de ceux qui mènent la politique économique à l’égard des “currents of contemporary politics”:

---

<sup>50</sup> Lippmann (1934, 15).

<sup>51</sup> Lippmann émet de réelles réserves à l’égard des aides sociales, parfois nécessaires en période transitoire, mais susceptible de produire une classe d’assistés.

<sup>52</sup> Lippmann (1922, chap. 8).

<sup>53</sup> Sur ce point, et malgré ce qu’il lui doit, Lippmann critique Wallas dès 1913.

<sup>54</sup> “In the absence of institutions and education by which the environment is so successfully reported that the realities of public life stand out sharply against self-centered opinion, the common interests very largely elude public opinion entirely and can be managed only by a specialized class whose personal interests reach beyond the locality” (Lippmann 1922, 310).

They would have to enjoy an independence roughly comparable with that of the federal judiciary and of healthy central banks<sup>55</sup>.

Cela revient clairement à soustraire l'initiative fiscale<sup>56</sup> et économique à un certain contrôle démocratique:

The initiative is transferred from territorial delegates who represent local and special interests to the executive who *in theory* represents the whole nation. This is a political revolution which is temporarily necessary in any grave crisis and is permanently necessary if the modern state is to discharge the great task of regulating the national economy<sup>57</sup>.

Si Lippmann ne met plus en avant, comme en 1922, le modèle de Hamilton, un Américain qui connaît son histoire ne peut que penser à Hamilton ici, non dans le contenu (plutôt protectionniste) de sa politique économique, mais dans l'indépendance qu'il voulait lui conférer. Pour Lippmann, une telle révolution constitue donc, aux Etats-Unis, une restauration, celle du sens politique originellement américain de la représentation – non le modèle du représentant porte-parole, mais celui du délégué sans autre mandat que le maintien de la sécurité et du standard de vie. Mais une restauration qui suppose d'adapter l'outil constitutionnel aux besoins d'une politique économique soustraite en grande partie à l'emprise de l'opinion, et de l'utiliser à cette fin. Si par constitutionnalisme on entend l'idée d'une défense scrupuleuse des équilibres juridiques et politiques établis dans une constitution, Lippmann n'est cependant pas un constitutionnaliste dans les années 30, et ne l'a jamais été. Il en est de sa pensée constitutionnelle comme de la *Common Law* en 1937: les lois ne sont pas des impératifs immuables, mais des modes de régulation adaptés par des leaders clairvoyants, quelle que soit l'échelle à laquelle nous porte un problème donné, ce qui l'éloigne des Pères Fondateurs<sup>58</sup>.

Que reste-t-il cependant de la démocratie, hormis l'idée d'une fin supposée voulue par chacun, ou du moins condition de possibilité aujourd'hui de ce que chacun exige? Là encore, la réponse de Lippmann est constante depuis les années 10. Si ceux qui gouvernent, comme ceux qui gèrent les corporations, ont besoin d'informations et de connaissances

---

<sup>55</sup> Lippmann (1934, 79).

<sup>56</sup> Lippmann (1934, 80).

<sup>57</sup> Lippmann (1934, 85), je souligne.

<sup>58</sup> Il faudrait, sur ces points, creuser les rapports entre la pensée juridique de Lippmann, et celles de Roscoe Pound et Oliver Holmes.

comme outils de contrôle mais qu'aucun savoir n'est absolu et absolument applicable à toute situation, les gouvernants ont besoin de tests, de procédures expérimentales, et c'est ce qui nécessite le vote mais le réduit, dès les premiers travaux de Lippmann, à la fonction d'un sondage: "Voting does not extract wisdom from multitudes: its real value is to furnish wisdom about multitudes. Our faith in democracy has this very solid foundation"<sup>59</sup>. Une telle conception épistémique de la démocratie est établie dès les années 10. C'est là aussi que Lippmann situe le rôle des appuis du pouvoir et des contre-pouvoirs, nécessaires face au risque bureaucratique permanent qu'enveloppe, pour lui, la promotion de l'exécutif qu'il soutient<sup>60</sup>. Il en est du rôle des citoyens comme de celui des assemblées législatives dans leur rapport à l'exécutif: fonctionner comme des appuis du pouvoir ou des contre-pouvoirs constituant le résultat d'un test et d'une production d'informations menés par les gouvernants, un "yes or no", comme il l'écrit en 1922 ou en 1937. Les groupes de pression ne gouvernent plus mais ne sont pas supprimés, ils deviennent "manageable": et il le faut pour que les refus et les oppositions soient de véritables informations qui permettent aux gouvernants de corriger leurs options, eux qui restent les seuls sujets légitimes de la critique politique – et, en 1934, cela signifie essentiellement que chacun ait quelque chose à gagner ou à perdre, selon le devenir de l'économie, et sache se conduire en fonction. Dans une démocratie représentative fonctionnelle comme la voit Lippmann, les choix sociaux de chacun sont comme les mouvements sociaux aux yeux de leurs leaders en 1914: non des jugements, mais des symptômes à traiter, à convertir, à utiliser ou à subir si l'on gouverne mal. Puisque, dans tous les cas, l'expérience sociale et politique se vit et se conduit *top-down*. C'est pour cela que dans *The Phantom Public* (1925), par exemple, Lippmann peut soutenir si nettement que l'éducation dont les citoyens ont besoin, dans une démocratie, n'a rien à voir avec celle dont les gouvernants ont besoin (et qu'ils tirent essentiellement de l'exercice du gouvernement): c'est en ne jugeant que dans le champ de ce qu'il expérience de manière immédiate – donc, pour Lippmann, dans l'espace privée – que chacun exerce sa "citoyenneté". Si, sur le plan institutionnel, les procédures électorales sont réduites à des sondages, c'est sur le plan du développement de la vie privée, de la participation effective des individus à la société et à son économie, que Lippmann situe le fait d'avoir un véritable "vote" et non un simple "ballot": avoir une voix implique "a real share in economic development

---

<sup>59</sup> Lippmann (1913, 115-116).

<sup>60</sup> Lippmann (1934, 85 ss.).

and free access to the resources of civilization”<sup>61</sup>. C’est pour cela que Lippmann défend l’initiative des individus contre la loi de la majorité. Il n’y a pas d’expérience politique pour l’individu comme tel, chez Lippmann, ou plutôt être citoyen n’est pas autre chose qu’être rationnel et lucide dans sa vie privée, et tirer profit de la société et de l’économie en y participant, de même qu’être un leader politique n’est pas foncièrement autre chose que gouverner une immense corporation<sup>62</sup>. Un tel modèle démocratique – où la fonction des citoyens en tant que tels n’est pas d’exercer, directement ou indirectement, le pouvoir politique, mais de profiter de ce que le pouvoir fournit et de constituer potentiellement un contre-pouvoir par sa conduite privée sur les marchés économiques et sociaux – dépasserait ainsi la tension actuelle entre une société et une économie, que l’industrialisation a rendues irréversiblement individualistes, et les conceptions communes de la démocratie qui prennent encore vainement au sérieux l’idée que le citoyen vit comme une partie d’un tout politique. Une telle démocratie réalise la synthèse de ce que Lippmann présentait en 1913 comme les deux vérités – libérales – sur le gouvernement:

It is perfectly true that government is best which governs least. It is equally true that government is best which provides most. The first truth belongs to the Eighteenth Century: the second to the Twentieth<sup>63</sup>.

En même temps, les inflexions institutionnelles sont insuffisantes si le risque bureaucratique est inhérent à ce nouveau dispositif. Si la démocratie caractérise d’abord un type de société mue par le capitalisme, le caractère démocratique du pouvoir politique se juge d’abord à la capacité des gouvernants à gouverner par la culture des libertés individuelles, et un dispositif institutionnel n’en est, pour Lippmann, qu’un instrument indéfiniment perfectible.

## Bibliographie

- Almond G. (1950), *The American People and Foreign Policy*, New-York: Harcourt, Brace and Company.
- Arnold-Forster T. (2019), *Democracy and expertise in the Lippmann-Terman controversy*, “Modern Intellectual History”, 16 (2): 561-592.

---

<sup>61</sup> Lettre de 1915 à Marie Howe, *Walter Lippmann Papers*, Yale University Library, F570.

<sup>62</sup> Lippmann (1934, 57-58).

<sup>63</sup> Lippmann (1913, 266).

- Audier S. (2009), *Walter Lippmann et les origines du néolibéralisme. À propos de Walter Lippmann, Le Public fantôme; et de Pierre Dardot et Christian Laval, La Nouvelle Raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, “La Revue Internationale des Livres et des Idées”, 10.
- Audier S. (2012), *Néo-libéralisme(s). Une archéologie intellectuelle*, Paris: Grasset.
- Beddeleem M. (2017), *Fighting for the Mantle of Science: The Epistemological Foundations of Neoliberalism, 1931-1951*, thèse de science politique, Université de Montréal.
- Berger S.D. (2003), *Notre première mondialisation. Leçons d'un échec oublié*, Paris: Le Seuil.
- Biebricher T. (2018), *The Political Theory of Neoliberalism*, Stanford: Stanford University Press.
- Clavé F.U. (2005), *Walter Lippmann et le néolibéralisme de la Cité Libre*, “Cahiers d'Économie Politique”, 48 (1): 79-110.
- Dardot P., Laval C. (2009), *La Nouvelle Raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris: La Découverte.
- De Cesare T. (2012), *The Lippmann-Dewey “Debate” revisited: The Problem of Knowledge and the Role of Experts in Modern Democratic Theory*, “Philosophical Studies in Education”, 43: 106-116.
- Goodwin C.D. (2013), *Walter Lippmann: The Making of a Public Economist*, “History of Political Economy”, 45 (1): 92-113.
- Goodwin C.D. (2014), *Walter Lippmann: Public Economist*, Cambridge, MA & London: Harvard University Press.
- Keynes J.M. (1926), *The End of Laissez-Faire*, London: Hoggart Press.
- Latour B. (2008), *Le fantôme de l'esprit public. Des illusions de la démocratie aux réalités de ses apparitions*, in W. Lippmann, *Le public fantôme*, Paris: Démopolis.
- Lippmann W. (1913), *A Preface to Politics*, New York: Mitchell Kennerley.
- Lippmann W. (1914), *Drift and Mastery. An Attempt to Diagnose the Current Unrest*, New York: Mitchell Kennerley.
- Lippmann W. (1991) [1922], *Public Opinion*, New Brunswick: Transaction Publishers.
- Lippmann W. (1934), *The Method of Freedom*, London: George Allen.
- Lippmann W. (1938) [1937], *An Inquiry into the Principles of the Good Society*, Boston: Little, Brown and Company.
- Marres N. (2005), *Issues spark a public into being. A key but often forgotten point of the Lippmann-Dewey debate*, in Latour B., Weibel P. (eds.), *Making Things Public*, Cambridge: MIT Press.

- Milanese A. (2020), *Walter Lippmann, d'un néolibéralisme à l'autre. Changement social et leadership libéral*, Paris: Classiques Garnier.
- Patrick Higgins J. (2013), *The Struggle for the Good Society: Rudolf Hilferding, Ludwig von Mises and Walter Lippmann, and the Advent of Neoliberalism as Self-Criticism and Self-Defense of Liberal Government from 1896 to 1938*, Thèse de Master en Economie Politique, George Mason University.
- Riccio B.D. (1994), *Walter Lippmann: Odyssey of a Liberal*, New Brunswick: Transaction Publishers.
- Schudson M. (2008), *The "Lippmann-Dewey Debate" and the Invention of Walter Lippmann as an Anti-Democrat, 1986-1996*, "International Journal of Communication", 2: 1031-1042.
- Steel R. (1998) [1980], *Walter Lippmann and the American Century*, London: Transaction Publishers.
- Stiegler B. (2016), *Darwinisme et démocratie: Les aspects évolutionnistes du Lippmann-Dewey debate*, "Philosophical Enquiries", 6 (1): 5-41.
- Stiegler B. (2019), *"Il faut s'adapter", sur un nouvel impératif politique*, Paris: Gallimard.
- Tourneux O. (2019), *La souveraineté à l'ère du néolibéralisme*, thèse de doctorat, ENS de Lyon.
- Williams D. (2007), *Walter Lippmann's Democracy*, Ann Arbor: MI, ProQuest.